

<https://cdurable.info/Sommet-de-Copenhague-Urgence-Climatique-par-Pachauri-Prix-Nobel-Paix-President-du-GIEC,1902.html>

Négociations préparatoires pour le sommet de Copenhague
à Bonn jusqu'au 14 août

Sommet de Copenhague : Urgence climatique par R. K. Pachauri, prix Nobel de la Paix et président du GIEC



- Développement Durable en débat -
Date de mise en ligne : vendredi 14 août 2009

Copyright © CDURABLE.info l'essentiel du développement durable - Tous
droits réservés

A l'occasion des négociations préparatoires pour le sommet de Copenhague à Bonn, nous vous proposons en partenariat avec Project Syndicate, les contributions de R. K. Pachauri, lauréat du prix Nobel de la paix, président du Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat et directeur général de l'Institut de l'énergie et des ressources, de Fatih Birol, chef économiste de l'Agence Internationale de l'Energie, de Jeremy Oppenheim, directeur de l'Initiative spéciale sur le changement climatique du cabinet de conseil McKinsey & Company et de Eric Beinhocker, chercheur au McKinsey Global Institute. Autant de contributions qui devraient nourrir votre réflexion. Bonne lecture.

Urgence climatique

par R. K. Pachauri, lauréat du prix Nobel de la paix, président du Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat et directeur général de l'Institut de l'énergie et des ressources

L'action internationale est aujourd'hui urgente et essentielle pour faire face au changement climatique. Nous ne pouvons plus tolérer tout débat sur la nécessité d'agir, étant donné que le Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC), que je préside, a confirmé la réalité sans équivoque du changement climatique, au-delà de tout doute scientifique.

Par exemple, des changements se produisent au niveau de la répartition des précipitations, marqués par une tendance à la hausse dans les latitudes supérieures et à la baisse dans certaines régions subtropicales et tropicales, ainsi que dans le bassin méditerranéen. Qui plus est, le nombre d'épisodes de précipitations extrêmes - de plus en plus répandus - augmente, de même que la fréquence et l'intensité des vagues de chaleur, des inondations et des sécheresses.

Cette évolution du volume et de la répartition des précipitations a de graves conséquences sur une multitude d'activités économiques et sur la capacité des pays à réagir aux situations d'urgences telles que les grandes inondations côtières ou les fortes chutes de neige.



[Lire la suite de l'article sur le site de Project Syndicate](#)

Bientôt la révolution énergétique mondiale

par Fatih Birol, chef économiste de l'Agence Internationale de l'Energie, basée à Paris

Le futur de l'Humanité, sans parler de sa prospérité, dépendra de la façon avec laquelle le monde traitera deux challenges énergétiques essentiels : garantir des réserves viables d'énergie abordable, et se tourner vers des énergies efficaces et faibles en carbone.

Le scénario de référence publié dans le rapport 2008 de l'Agence Internationale de l'Energie, Regards sur l'énergie

mondiale et qui ne présente aucune nouvelle politique, prévoit une augmentation de la demande annuelle mondiale en énergie primaire de 1,6% en moyenne d'ici à 2030 ; la consommation passerait donc de 11,730 millions de tonnes d'équivalent pétrole (Mtoe) à un peu plus de 17,010 Mtoe, soit une hausse de 45% en un peu plus de 20 ans.

La Chine et l'Inde seront responsables d'à peine plus de la moitié de cette augmentation, tandis que les pays du Moyen Orient y contribueront pour 11%. Les pays qui ne font pas partie de l'OCDE représenteront 87% de cette hausse donc leur demande en énergie primaire passera de 51% à 62%.

 [Lire la suite de l'article sur le site de Project Syndicate](#)

Façonner l'économie post-carbone

par **Jeremy Oppenheim**, directeur de l'Initiative spéciale sur le changement climatique du cabinet de conseil **McKinsey & Company** et **Eric Beinhocker**, chercheur au **McKinsey Global Institute**

A la fin de cette année, les représentants des 170 nations qui ont signé la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques se retrouveront à Copenhague pour finaliser, c'est l'objectif, les négociations sur une nouvelle riposte planétaire au changement et réchauffement du climat. Leurs efforts, s'ils aboutissent, mèneront à une nouvelle donne mondiale sur la réduction des émissions délétères de gaz à effet de serre, dans quelle mesure et à quel moment. La convention entrerait en vigueur en 2012, à l'expiration du Protocole de Kyoto.

L'institut McKinsey a étudié l'efficacité et le coût de plus de 200 mécanismes de réduction des émissions de carbone (depuis une meilleure utilisation des voitures à la force nucléaire en passant par une meilleure isolation des bâtiments et une meilleure gestion de la forêt). Cette recherche montre que seule une action planétaire concertée permettra d'atteindre les paliers estimés nécessaires par la communauté scientifique pour éviter de désastreuses conséquences pour le climat. Notre analyse détaillée, menée dans 21 pays et régions sur deux ans, montre que chaque région et secteur a un rôle à jouer. Si vous n'êtes pas encore effrayé, imaginez ce qui suit : si nous retardons notre action, ne serait-ce que de quelques années, nous n'atteindrons probablement pas les objectifs fixés, malgré la chute temporaire des émissions de gaz associée à une activité économique ralentie dans le court terme.

La bonne nouvelle est que nous pouvons y parvenir, nous pouvons nous le permettre, et ce sans restreindre la croissance. La dernière version de la courbe McKinsey du coût de la réduction du carbone dans le monde met en évidence des opportunités de stabilisation des émissions d'ici à 2030 aux niveaux de 1990, ou à 50 % de moins que la courbe correspondant à la « marche habituelle » des affaires.

 [Lire la suite de l'article sur le site de Project Syndicate](#)

Post-scriptum :

Copyright : Project Syndicate, 2009